

Convention collective

IDCC : 9612. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE,
DE MARAÎCHAGE,
D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE, HARAS ET CUMA
(ORNE)
(20 juillet 1977)**

(Etendue par arrêté du 25 janvier 1979,
Journal officiel du 10 mars 1979)

AVENANT N° 81 DU 5 JUILLET 2006 (1)

NOR : *AGRS0797009M*
IDCC : 9612

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne ;

La fédération départementale des CUMA de l'Orne,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire (SGA) CFDT de l'Orne ;

L'union départementale des syndicats FO de l'Orne ;

L'union départementale CFTC de l'Orne ;

L'union départementale des syndicats CFE-CGC de l'Orne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 17 B 5° « Salariés autres que les apprentis rémunérés au-dessous du SMIC », les termes : « tel que le contrat de qualification » sont remplacés par les termes : « tel qu'un contrat de formation en alternance ».

Article 2

A l'article 20 G 2° « Durée journalière et repos quotidiens », les termes : « le décret n° 97-541 du 26 mai 1997 » sont remplacés par les termes : « l'article D. 713-5 du code rural ».

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 3

A l'article 22 C « Journaliers et salariés à temps partiel », les termes : « 39 heures par semaine (moins de 35 heures au 1^{er} janvier 2002) » sont remplacés par les termes : « 35 heures ».

Article 4

L'article 25 « Cessation du contrat de travail pendant la période d'essai » est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Avant la fin de la période d'essai, les parties contractantes peuvent se séparer en respectant un préavis minimum de 7 jours calendaires. Cette obligation ne s'applique pas pendant les 7 premiers jours calendaires du contrat. Cela signifie que l'une comme l'autre des parties qui ne souhaite pas poursuivre le contrat de travail, doit en informer l'autre au moins 7 jours calendaires avant l'expiration de la période d'essai. »

Article 5

L'article 33 A « Congés pour événements familiaux » est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout salarié, sans condition d'ancienneté, bénéficie sur justification et à l'occasion de certains événements, d'une autorisation exceptionnelle d'absence. Ces jours d'absence n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination du congé annuel :

- mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par le salarié : 4 jours ;
- décès du conjoint ou du partenaire lié par un PACS, ou d'un enfant : 3 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- décès du père, de la mère : 2 jours ;
- décès des beaux-parents : 1 jour ;
- décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur : 1 jour ;
- naissance ou adoption : 3 jours ;
- appel de préparation à la défense : 1 jour.

En outre, l'employeur ne pourra pas s'opposer à ce que le salarié s'absente à l'occasion du décès de l'un de ses grands-parents ; cette absence n'est pas obligatoirement rémunérée, elle peut être prise au titre des droits à congés payés. »

Article 6

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006, et les parties signataires en demandent l'extension.

Fait à Alençon, le 5 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)